³ *M. le juge Lamothe.* Le demandeur avait pris une assurance contre le feu au montant de \$2,000 le 31 mai 1913. D'après la loi et d'après les conditions de la police, la compagnie avait le droit d'annuler l'assurance en aucun temps en en donnant avis à l'assuré, et en faisant une remise d'argent sur la prime en proportion du temps non écoulé.

Le 27 décembre 1913, la compagnie s'est prévaluée de son droit d'annuler l'assurance; elle a envoyé l'un de ses agents offrir au demandeur une somme de \$12.65 comme remise sur la prime; et le demandeur a alors signé le reçu suivant: "Received from the Provincial Fire Insurance Company of Canada, the sum of \$12.65 returned premium on this policy which is hereby cancelled and rendered to said Company". Signé: Similingis".

Le montant de \$12.65 a été payé par chèque mentionnant: *Rebate on policy* 41,843. Le demandeur a remis sa police d'assurance et a pris le chèque,—chèque qu'il a ensuite endossé et dont il a reçu le montant.

La police d'assurance devait expirer en mai 1914. En avril 1914, un incendie a eu lieu et a détruit les choses assurées. Le demandeur prétend que c'est alors seulement qu'il s'est aperçu que sa police d'assurance avait été annulée. Il déclare qu'il est toujours resté sous l'impression que cette assurance avait continué d'exister. Il se plaint de ne pas avoir reçu d'avis écrit de l'annulation.

Naturellement, le reçu signé par lui et le chèque portant l'endossement démontrent clairement que la police a été annulée dès le mois de décembre 1913. Mais il prétend qu'il a été trompé par l'agent de la compagnie défenderesse, que cet agent lui a fait signer ces écrits sous de faux prétextes, et qu'il a droit au montant de l'assu-